



**ARRETE MUNICIPAL PORTANT  
A LA REGLEMENTATION  
PROVISOIRE  
DU STATIONNEMENT ET DE LA  
CIRCULATION  
AVENUE VICTOR HUGO  
LE LUNDI 9 SEPTEMBRE 2024**

**OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

---

Le Maire de la ville de TULLE,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,
- Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,
- Vu le Code de la voirie routière,
- Vu le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8ème partie - signalisation temporaire),
- Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales,
- Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 413-1 et R. 417-10,
- Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,
- Vu la délibération instaurant les redevances pour l'année 2024,
- Vu la délibération n°10 du 15 février 2018 relative à la délégation accordée au Maire et aux Adjointes conformément aux articles L.2122.22 et L.2122.18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu la demande par laquelle BRIV'ENSEIGNES demeurant 30 AVENUE DE LA GARENNE VERTE 19100 BRIVE LA GAILLARDE représentée par Monsieur XAVIER DAURAT demande l'autorisation pour la réalisation de travaux de dépose d'enseignes, sur le domaine public et l'occupation temporaire de ce dernier :
- Stationnement d'une nacelle et avec rétrécissement de chaussée au droit du n°71 AVENUE VICTOR HUGO
- Stationnement sur deux emplacements face au 100 avenue Victor Hugo (à côté de l'abri bus) afin de permettre la fluidité de la circulation sur l'avenue Victor Hugo,,
- Considérant qu'il convient, par mesure de sécurité de réglementer l'occupation du domaine public sur la localisation précitée,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** : Le bénéficiaire (BRIV'ENSEIGNES) est autorisé, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public, conformément à sa demande :

au droit du n°71 AVENUE VICTOR HUGO, sur deux emplacements pour permettre le stationnement d'une nacelle,  
face au 100 avenue Victor Hugo (à côté de l'abri bus) afin de permettre la fluidité de la circulation sur l'avenue Victor Hugo,

- stationnement de 1 nacelle(s), le 09/09/2024, de 8 h à 11 h

**ARTICLE 2 :** Les prescriptions suivantes s'appliquent, le 09/09/24, de 8 h à 11 h :

Une déviation des piétons sur le trottoir d'en face devra être mis en place, par mesure de sécurité.

Un rétrécissement de chaussée, compte tenu d'un empiètement temporaire sur une partie de la chaussée, entraîne une modification des conditions de circulation et de stationnement.

Le stationnement des véhicules est interdit :

\* au droit du n°71 AVENUE VICTOR HUGO, sur deux emplacements pour permettre le stationnement d'une nacelle sur deux emplacements

\* face au 100 avenue Victor Hugo (à côté de l'abri bus) afin de permettre la fluidité de la circulation sur l'avenue Victor Hugo.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.

**ARTICLE 3 :** La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions décidées par délibération du Conseil Municipal, et dont les modalités sont les suivantes :

	Période de calcul	Occupation	Localisation(s)	Nature	Tarif	PU	Unité	Quantités			Montant
Redevance d'occupation	-	Le 09/09/2024	au droit du n°71 AVENUE VICTOR HUGO, sur deux emplacements pour permettre le stationnement d'une nacelle.	Stationnement d'une nacelle	Travaux ou livraison - Nacelle - par jour (si <=>)	9,78	par unité par jour	1,00	1,00	0,00	9,78
				avec rétrécissement de chaussée ou alternat	Travaux ou livraison - Chaussée rétrécie/alternat - par jour	19,9	par jour	1,00	0,00	0,00	19,9
<b>Sous-total</b>											<b>29,68</b>
<b>Montant total</b>											

**ARTICLE 4 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, BRIV'ENSEIGNES, sous contrôle du Service Sécurité Domaine Public de la ville de TULLE.

Des panneaux B6a1, "déviation piétons" et AK3 matérialiseront ces restrictions.

**ARTICLE 5 :** Copie du présent arrêté est adressé à : BRIV'ENSEIGNES - Services Techniques Municipaux - Hôtel de police - Presse - SMUR - SAMU - CENTRE DE SECOURS TULLE - Tulle aggro Service Transport - CFTA

**ARTICLE 6 :** Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7 :** Les véhicules ne respectant pas les dispositions prévues ci-dessus seront considérés comme gênants. Ils pourront être enlevés et mis en fourrière, aux frais de leurs propriétaires.

**ARTICLE 8 :** Les piétons, conducteurs de véhicules et le demandeur sont tenus de se conformer aux prescriptions supplémentaires qui pourraient leur être données par les agents des services de police nationale et municipale (Sécurité Domaine Public).

**ARTICLE 9 :** Le présent arrêté est publié et affiché dans la commune de Tulle.

**ARTICLE 10 :** Monsieur Le Directeur Général des Services de la ville de TULLE et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 11** : Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Limoges par courrier postal à l'adresse suivante : 1, cours Vergniaud CS 40410, 87100 LIMOGES CEDEX. Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application Télérecours accessible par le site <https://www.telerecours.fr> . Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Tulle. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant le délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

Fait à Tulle, le 04/09/2024

Pour le Maire,

Le Maire-adjoint

Michel BOUYOU

